

August Thalheimer

Interventions au V^e congrès de l'Internationale communiste

Source : Compte-rendu analytique.

Sommaire

[Discussion sur le rapport de Zinoviev](#) (23 juin 1924)

[La question du programme](#) (28 juin 1924)

Discussion sur le rapport de Zinoviev Intervention après le discours de Brandler - 23 juin 1924

Zinoviev a dit ne pas aimer la diplomatie dans l'Internationale Communiste. Soit, je la laisserai de côté.

La critique de l'activité de l'Internationale m'a paru bien brève : cependant elle est absolument indispensable, maintenant que Lénine et sa sûre direction nous manquent. La situation actuelle nous remet cruellement en mémoire la mort de Lénine.

Aussi bien en Bulgarie qu'en Allemagne, nous avons essuyé de lourdes défaites et les Partis bulgare et allemand ont été durement critiqués. Or, il faut dire franchement, dans les deux cas la faute a été aussi celle de l'Exécutif.

Je me contenterai de parler de l'Allemagne. Jusqu'ici l'Exécutif n'a pas encore utilisé jusqu'au bout les enseignements d'Octobre. Une question de première importance pour l'avenir est celle de l'immixtion de l'Internationale dans la direction des Partis. Personne ne nie que dans certaines conditions cette immixtion soit nécessaire. Mais ni en octobre, ni en janvier, elle n'a été fructueuse pour notre Parti. Au contraire, ces interventions de l'Internationale ont toujours causé de grandes crises. Rappelez-vous ce que Lénine a dit de la continuité nécessaire de la direction, qui, sans un besoin tout à fait urgent, ne doit jamais être brisée. Dans le Parti russe on sait la valeur de la vieille-garde. Mais dans l'Internationale on a oublié que les autres sections aussi possèdent des traditions communistes incarnées dans certains éléments dirigeants.

L'hégémonie du Parti russe dans l'Internationale est une nécessité historique. Les autres Partis ont d'abord à instaurer dans leurs pays la dictature du prolétariat.

Le centre de nos efforts doit être de combattre le réformisme, la vague démocratico-bourgeoise qui, aujourd'hui, se redresse. Mais cette vague, nous ne pourrions en venir à bout par la simple agitation, surtout aujourd'hui qu'elle déferle déjà sur l'Allemagne. Les amsterdamiens ont, à n'en pas douter, gagné du terrain cette année. La question est de savoir si les Partis emploient pour les combattre les méthodes qu'il faut. Je ne le pense pas.

L'Internationale a peur de voir se former dans son sein, à l'exemple du Parti russe, une opposition et un groupement de droite. C'est un fantôme qui n'existe pas. Nous nous sommes nettement prononcés contre l'opposition russe, aussi bien dans la question russe que dans la question allemande. Mais je dois protester contre ce qui a été dit au sujet du radekisme. Radek a rendu de grands services au Parti allemand dans une époque des plus critiques. Le Parti et l'Internationale ont encore beaucoup à apprendre de lui.

Je ne suis pas convaincu que la ligne de conduite actuelle du Parti allemand de l'Internationale Communiste soit bonne ; je pense qu'elle conduit le Parti à un écueil. Je vois des dangers et je vous en avertis. Cependant, je dois déclarer que, militants disciplinés, nous nous soumettrons absolument aux décisions de l'Internationale Communiste et resterons aux postes où l'Exécutif nous aura placés.

La question du programme

28 juin 1924

Boukharine vous l'a déjà dit, ma tâche ne consistera pas à faire un contre-rapport, mais à compléter son rapport en profitant des débats qui ont eu lieu jusqu'ici. Sur l'essentiel, nous avons pu arriver au plus parfait accord. Je vous informerai brièvement du point où en sont les questions litigieuses qui ont joué un rôle au congrès précédent.

La première question discutée fut celle de l'accumulation, c'est-à-dire la théorie de Rosa Luxembourg sur l'accumulation du capital. Nous sommes convenus de l'écartier pour le moment du texte du programme. Une discussion théorique doit être mûrie avant d'être conclue.

La deuxième question, peut-être la plus importante, qui ait été touchée au dernier congrès, est celle des revendications transitoires et des mots d'ordre partiels : doivent-ils faire partie du programme général de l'Internationale ou non ? Le IV^e Congrès a décidé que les revendications transitoires et les mots d'ordre partiels seront inscrits, en principe, dans le programme général, et en détail dans les programmes nationaux. Il est généralement connu que Lénine a eu une part décisive à ces décisions et il n'y a pas lieu de les changer.

Mes explications se borneront principalement aux débats qui ont eu lieu jusqu'ici au sein de la commission du programme. Je ne m'étendrai pas sur tous les détails, mais je ne rapporterai que sur les points qui peuvent servir à éclaircir la discussion actuelle et à faciliter la discussion future.

Je suivrai l'ordre chronologique.

Le premier point développé en détail par Boukharine est la question des formes de transition du capitalisme au socialisme, de la *Nep* et du communisme de guerre, en tant qu'ils ont une importance générale. Au sujet de la *Nep* et de l'importance qu'elle aura au delà de la Russie dans les autres pays comme préparation au socialisme, il n'y a pas eu de divergences d'opinion ; nous étions tous d'accord avec Boukharine. Cependant une discussion intéressante s'est engagée au sujet du communisme de guerre ; la question discutée était celle-ci : le communisme de guerre, en tant qu'étape précédant généralement la *Nep*, est-il nécessaire oui ou non ?

La seconde question était de savoir sous quelle forme nous devons faire entrer au programme le fait que la *Nep* est d'une importance générale. Il fut décidé que l'on n'accepterait pas dans le programme la *Nep* sous sa forme concrète, mais seulement son contenu.

Quel est ce contenu ? Calculation capitaliste, conservation de la monnaie, trusts, banques et bourses. Pour résumer : formes capitalistes, en changeant fondamentalement leur contenu.

Il est peut-être intéressant de mentionner que Marx a prévu les contours généraux de cette transition du capitalisme au socialisme que nous appelons la *Nep*. Je vous rappellerai le troisième tome du *Capital*, puis les commentaires au programme de Gotha, où il dit que la transition devra se faire par les formes économiques héritées du capitalisme, et que ce n'est que plus tard, au cours d'une évolution où nous nous débarrasserons aussi de ces formes, que nous pourrons entrer dans le communisme.

Arrivons au communisme de guerre, que je dois défendre un peu contre Boukharine. En quoi consiste le communisme de guerre ? Au fond, c'est la consommation rationnelle et centralisée, adaptée aux besoins de la guerre. Il a pour condition l'existence de réserves rendant possible la vie économique. Il faut toujours insister sur la présence de ces réserves. La politique du communisme de guerre *n'aurait* pas été possible en Russie sans les réserves laissées par le tsarisme.

Quelle est la caractéristique du communisme de guerre au point de vue économique ? La suppression de la monnaie, l'extrême centralisation, l'interdiction du commerce libre, la paralysie du petit commerce et la réquisition dans les campagnes. Pour juger de la place que le communisme de guerre doit occuper dans le programme, il faut se rappeler qu'il n'est pas sorti d'articles préalables du programme du P.C.R., mais bien des exigences de la stratégie révolutionnaire.

Il y aurait deux exigences principales.

Premièrement, il fallait chasser la bourgeoisie des positions économiques qu'elle pouvait utiliser pour la lutte politique. Mais les positions économiques qui furent défruites, le furent au delà de toute mesure économique, à cause de la stratégie révolutionnaire qui voulait l'écrasement complet de la bourgeoisie. C'est une nécessité qui dure jusqu'à ce que la bourgeoisie soit vraiment terrassée et se soumette au pouvoir de la classe ouvrière, à la dictature prolétarienne.

Deuxièmement, il fallait approvisionner l'armée et la population industrielle des villes. Il faut noter que ces réquisitions ont eu lieu à une époque où les ouvriers des villes avaient donné aux paysans la terre, de sorte que les vivres qu'ils leur enlevaient ne constituaient qu'un acompte versé à la classe ouvrière pour cette terre.

En cherchant la formule générale des rapports de la *Nep* avec le communisme de guerre, nous devons nous rendre compte que la *Nep* n'aurait pas été possible en Russie sans l'étape précédente du communisme de guerre. Elle n'aurait pas été possible, parce que la résistance de la bourgeoisie devait être rompue avant qu'elle soit disposée à se soumettre à la direction de la classe ouvrière. Ainsi nous pouvons dire qu'une période plus ou moins longue de communisme de guerre précédera la *Nep* aussi dans les révolutions futures.

Jusqu'à quel point doit et peut aller le communisme de guerre, cela dépendra essentiellement des conditions nationales et internationales dans lesquelles le prolétariat prendra le pouvoir, c'est-à-dire de ce qui sera nécessaire pour que la bourgeoisie se soumette à la direction de la classe ouvrière.

Cela sera naturellement différent selon les pays. Cela dépendra de la force de la classe ouvrière en face de la bourgeoisie et des éléments petits-bourgeois. Cela dépendra aussi de la situation internationale. Il est clair qu'une révolution prolétarienne survenant en présence d'une maturité révolutionnaire déjà très avancée dans les pays voisins, terrassant l'adversaire non pas après des années, mais par un assaut beaucoup plus court, devra modifier les formes et la durée du communisme de guerre.

De même les formes de la nouvelle politique économique varieront selon les pays ; le plan général, le schéma, la base de la nouvelle politique économique subiront des changements selon le lieu et l'époque.

Elles dépendent du degré de centralisation de l'industrie, de la place qu'elle occupe en face de l'économie paysanne, de son organisation technique, de ses rapports avec le capital commercial, le petit commerce, etc...

Nous ne pouvons pas dans le programme fixer toutes ces variations concrètes. C'est impossible, personne ne peut les prévoir. Nous devons nous contenter d'exposer les lignes fondamentales de la nouvelle politique économique, forme générale de la transition du capitalisme au socialisme, et les lignes fondamentales du communisme de guerre, correction de ce qui serait économiquement rationnel par les besoins de la stratégie révolutionnaire, c'est-à-dire de la victoire sur la bourgeoisie, de la guerre civile et de la résistance aux interventions extérieures.

Un autre point discuté a été la structure de la classe ouvrière. À la commission de programme, il a été fait un rapport détaillé sur les différentes catégories de la classe ouvrière et sur leurs rapports avec les tendances, groupements et blocs politiques. Un point principal qui a été noté est le rôle de l'aristocratie ouvrière à l'époque impérialiste, en connexion avec l'hégémonie impérialiste de certains pays, et la liaison de cette aristocratie ouvrière avec l'opportunisme, avec les tendances opportunistes dans la classe ouvrière. Il a été reconnu que ces catégories ne sont que passagères et que l'évolution tend à les supprimer, à niveler leurs conditions, et par suite leur orientation idéologique, et que, par-dessus toutes les différences, la classe ouvrière est une économiquement. L'unité de la classe ouvrière, basée sur sa place dans le processus de production, est ce qui nous permet, malgré tout, de la soumettre à une direction unique, celle du Parti Communiste.

Le IV^e Congrès avait décidé de donner, comme introduction au programme national, une classification des pays du point de vue de la stratégie révolutionnaire, de la conquête du pouvoir. Varga a fait ce rapport, et a présenté un projet de classification. Les idées développées sont les suivantes :

Premièrement, on peut considérer la maturité économique, et alors on a trois types :

1) Pays pouvant encore se développer au sein de l'économie capitaliste ; 2) pays ayant atteint ou dépassé l'apogée capitaliste ; 3) États soviétistes, où le prolétariat a pris le pouvoir et est sorti du cadre capitaliste.

Un deuxième point de vue divise les pays selon qu'ils sont sujets ou objets de la politique impérialiste ; indépendants, partiellement ou entièrement dépendants des grandes puissances impérialistes.

Un troisième point de vue est la structure sociale, à savoir le rapport entre les diverses classes, naturellement en tenant un compte particulier de la classe ouvrière.

Dans la discussion, on a insisté spécialement sur un point important, tracer la limite entre nous et la II^e Internationale : il faut distinguer la maturité du point de vue de la stratégie révolutionnaire, et la maturité au point de vue du développement du socialisme. Des éléments différents déterminent la maturité révolutionnaire et l'instauration du socialisme. Cette dernière exige un certain degré de développement technique et économique de l'industrie ; un certain degré de centralisation et aussi un certain rapport de l'industrie à l'économie non capitaliste.

Une confusion typique de ces deux points de vue se rencontre chez Kautsky dans la façon dont il traite la révolution russe. Car c'est là que nous voyons d'une façon particulièrement claire leur distinction.

Au point de vue de la maturité révolutionnaire, l'expérience a montré que la Russie était plus avancée que tous les autres pays d'Europe. Mais une fois le pouvoir politique conquis, il est apparu qu'elle était arriérée en ce qui concerne la préparation au socialisme. Les deux choses sont étroitement liées ; l'immaturité économique relative de la Russie, c'est-à-dire sa nombreuse population paysanne en face de la classe ouvrière industrielle, a provoqué une remarquable coïncidence de la révolution prolétarienne et de la révolution paysanne, et par suite une particulière maturité révolutionnaire, tout en offrant des difficultés spéciales à l'instauration du socialisme.

La commission a entendu un rapport détaillé sur le programme agraire pour autant qu'il doit entrer dans le programme général. Les thèses de Lénine sur la question agraire au III^e Congrès et les thèses du IV^e Congrès ont été prises comme base.

Le point discuté a été notre attitude à l'égard des projets bourgeois de réforme agraire, comme la répartition de la grande propriété foncière aux paysans pauvres.

Les Partis Communistes, surtout lorsqu'ils ont des masses derrière eux, ne peuvent rester indifférents ni hostiles à cette question, mais ils ne doivent pas non plus être à la queue du mouvement ; ils ne peuvent que le pousser en avant, et lui donner des mots d'ordre qui l'animent dans un sens révolutionnaire, réclamer par exemple la

répartition de la terre aux paysans pauvres sans indemnité aux gros propriétaires. C'est la caractéristique en effet de toutes les réformes agraires bourgeoises, que cette répartition de la terre ne doit se faire qu'avec indemnité. Nous insisterons dans notre programme sur la non-indemnisation.

On s'est demandé si une telle orientation pouvait dépendre de la marche plus ou moins rapide de la révolution. La commission a déclaré que non. Le fait que nous devons soutenir ce mouvement découle de la situation révolutionnaire en général.

On a discuté encore la question : petite ou grande exploitation, c'est-à-dire la ligne de principe qui nous sépare des conceptions représentées autrefois par les révisionnistes comme David. Superficiellement on pourrait penser que, réclamant le partage de la terre, nous nous rapprocherions quelque peu des conceptions révisionnistes. Il n'en est rien. Nous le faisons par stratégie révolutionnaire, tandis que David le fait par politique réformiste. Mais nous délimitons notre position aussi en déclarant : en principe nous préconisons la grande entreprise même dans l'agriculture. Nous encourageons dans l'agriculture aussi le développement de la grande entreprise. Nous le faisons par les voies politiquement et économiquement possibles, mais en principe nous nous y tenons, par ce que c'est la base du socialisme.

Encore un point qui joue aussi un certain rôle dans la social-démocratie. Vous savez que la social-démocratie a accentué dans ces dernières années l'antagonisme entre l'ouvrier de la ville acheteur et le paysan vendeur de denrées alimentaires. En soulignant cet antagonisme, elle a voulu jeter un pont entre l'ouvrier et la bourgeoisie contre les petits paysans. Qu'est-ce que nous avons à y objecter ? Nous devons naturellement convenir qu'il existe un antagonisme entre l'ouvrier et le paysan dans la question du prix des vivres. Mais cet antagonisme entre l'ouvrier acheteur et le paysan vendeur est de beaucoup dépassé par l'antagonisme existant entre l'ouvrier et le paysan d'un côté, les grands capitalistes et les gros agrariens de l'autre. C'est ainsi que nous corrigeons radicalement cette orientation fautive de la social-démocratie.

On a encore parlé de la nationalisation de la terre, et on s'est demandé jusqu'à quel point il fallait l'inscrire dans le programme. Au sujet de la grande propriété, il n'y a pas de discussion possible. La question, ne se pose qu'au sujet de son extension à la petite et moyenne propriété. La commission a conclu de laisser la chose de côté et ne pas parler de nationalisation de la petite et moyenne propriété, mais de faire figurer sur le programme l'avertissement que l'usure et la spéculation sur la terre seraient empêchées par la loi. Je veux encore ajouter qu'on peut obtenir les mêmes effets en ce qui concerne la petite et moyenne propriété, par différents moyens juridiques. On peut étendre juridiquement le principe de la nationalisation à la petite et moyenne propriété, en spécifiant que le paysan n'est pas propriétaire de la terre et ne peut la considérer que comme usufruit, de sorte que la vente et tout autre transmission du sol lui sont interdites. Mais on peut aussi dire — comme le fait le programme allemand — que la propriété des petits et moyens paysans ne sera pas touchée, mais que des mesures législatives restreindront l'achat et la vente, le droit d'héritage et le droit d'aliénation.

Nous avons estimé cette deuxième forme préférable comme forme générale, l'esprit de propriété étant beaucoup plus enraciné chez le paysan occidental que chez le paysan russe.

Passons maintenant à la question nationale. Elle aussi a été éclaircie dans ses grands traits par Lénine et dans les thèses de nos congrès. Il n'est pas utile que je mentionne les points qui sont déjà définis ; je me bornerai à énumérer ceux dont il a été question à la commission du programme.

La première question est celle-ci : dans quelle mesure les Partis Communistes des nations opprimées doivent-ils user du droit qui est reconnu à ces nations de disposer d'elles-mêmes jusqu'à la séparation, c'est-à-dire dans quelle mesure et à quel point de vue doivent-ils mettre en pratique ce mot d'ordre du programme ? La réponse est qu'il faut partir de considérations générales, c'est-à-dire que le point de vue national doit toujours être subordonné au point de vue de la lutte de classe internationale.

La deuxième question consiste à savoir si le mot d'ordre du droit de nations à disposer d'elles-mêmes est suffisant pour résoudre toutes les questions nationales. Il existe, a-t-on remarqué, des questions nationales dans les pays comme les États-Unis, de population extrêmement mélangée, où il ne peut être question cependant d'autodétermination sans parler de la question des races. La commission du programme est d'avis que le mot d'ordre du droit des nations à disposer d'elles-mêmes doit être complété par le suivant : « Égalité de toutes les parties de la nation et de toutes les races ».

On a encore discuté à la commission si le programme devrait donner une définition de la nation, il est apparu qu'il est impossible de trouver une définition de la nation qui satisfasse tous les besoins et la commission est d'avis que le plus important pour notre lutte est de donner une définition politique, pour que nous sachions où intervenir et où ne pas intervenir. Il faut avant tout savoir si les classes laborieuses d'un pays posent la question nationale. Si cette question existe pour la classe ouvrière, si elle existe pour les paysans laborieux, elle doit naturellement exister aussi pour le Parti Communiste et ne saurait être négligée par lui.

Nous avons encore eu à examiner la question de la forme nouvelle des gouvernements bourgeois. On a parlé du fascisme et du gouvernement travailliste. On a étudié les différents types de gouvernement fasciste. Et on a convenu que le fascisme a déjà plusieurs types nationaux, car il est impossible de considérer comme identique le fascisme italien, ses modes de développement et de gouvernement, et le fascisme allemand ; il existe des différences nationales.

Quel régime succédera au fascisme ? Il y a plusieurs hypothèses : le fascisme peut être remplacé par la dictature prolétarienne ou par des formes intermédiaires. La commission a jugé qu'on ne pouvait pas prophétiser dans cette question, mais qu'il fallait la laisser ouverte, parce qu'il existe des possibilités différentes.

Je ne parlerai pas de la question des intellectuels parce qu'elle figure à l'ordre du jour.

Kuusinen nous a fait un rapport sur le rôle du Parti. Je relèverai un point seulement : On est tombé d'accord que la conception fixée dans le *Manifeste Communiste* sur le rôle du Parti est dépassée aujourd'hui par les événements et doit être mise au niveau de notre expérience.

Nous avons encore eu une discussion assez approfondie sur le centralisme démocratique ; faut-il garder ou non cette expression ? Elle a été critiquée comme n'exprimant pas assez la synthèse des deux conceptions « centralisme » et « démocratisme ». Après des débats assez longs, la commission finit par décider de la conserver, parce qu'elle a reçu une définition très précise surtout grâce à Lénine.

La commission a discuté les idées de Rosa Luxembourg sur l'organisation. Ayant analysé leurs causes historiques, elle a été d'accord que ces idées sont aujourd'hui dépassées par les faits et que personne ne les défend plus. Avant la révolution russe, personne, même Rosa Luxembourg, ne voyait, ni ne pouvait voir les questions d'organisation du point de vue de l'insurrection armée. Or, c'est le point de vue russe.

On a traité la question : parti du peuple et parti de classe. Cette question a joué un certain rôle aussi, dans la social-démocratie qui se proclame, on le sait, parti populaire, c'est-à-dire réunissant la classe ouvrière et les autres travailleurs. Nous avons la prétention d'être un parti populaire, mais dans un tout autre sens. Nous voulons être le parti du peuple en ceci que, parti révolutionnaire du prolétariat, nous prenons la direction des autres classes laborieuses.

Un autre point examiné est la philosophie communiste. Boukharine en a déjà parlé longuement. La question traitée dans la commission était celle-ci : jusqu'à quel point faut-il détailler cette question ? Doit-on la traiter à fond ou bien se borner à indiquer brièvement le point de vue du Parti Communiste ? On s'est décidé pour la seconde solution et nous disons : le Parti Communiste défend le point de vue du matérialisme dialectique.

Le dernier point, celui des principes de tactique et de stratégie, n'a pas encore été traité par la commission. Une partie des débats a été rendue maintenant inutile, l'autre viendra devant la commission.

Pour finir je constate qu'il ne s'est révélé pendant les travaux de la commission aucune divergence de principe dans l'Internationale. Voilà pourquoi Boukharine et moi sommes d'avis que ce congrès doit adopter en principe le projet de programme tel qu'il sortira des travaux de la commission, afin qu'il puisse être envoyé comme projet officiel à toutes les sections de l'Internationale Communiste pour discussion et amendement. Cela fait, l'Exécutif élargi ou le prochain congrès adopteront le programme sous sa forme définitive.